

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 02194

Numéro SIREN : 820 070 548

Nom ou dénomination : ARENUM

Ce dépôt a été enregistré le 02/06/2018 sous le numéro de dépôt 33484

ARENUM
Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros
Siège social : 541, avenue du Parc des Expositions - 33260 LA TESTE DE BUCH
820 070 548 RCS BORDEAUX

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 23 AVRIL 2018

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

- 2 JUIN 2018

L'an deux mille dix-huit,
Le 23 avril,
A 11 heures,

sous le N° 33484

Madame Pauline DELAYGUE,
demeurant 21, rue du Capitalat - Appt 005 - 33260 LA TESTE DE BUCH,

Propriétaire de la totalité des 50 parts sociales de 100 euros composant le capital social de
la société ARENUM,

Associée unique et cogérante de ladite Société,

A pris les décisions suivantes :

- Modification des statuts corrélative à une cession de parts sociales,
- Démission d'une cogérante,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

Après avoir rappelé les termes d'un acte sous signature privée en date à LA TESTE du 23 avril 2018, déposé le 23 avril 2018 au siège social contre remise d'une attestation de la gérance, portant cession par Madame Elodie GALONNIER à Madame Pauline DELAYGUE de vingt-cinq (25) parts sociales lui appartenant dans la Société, l'Associée unique décide de remplacer l'article 8 des statuts par les dispositions suivantes :

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : 5 000 € (cinq mille euros).

Il est divisé en 50 parts de 100 € (cent euros) chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à Madame Pauline DELAYGUE, associée unique.

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique prend acte de la démission de Madame Elodie GALONNIER de ses fonctions de cogérante notifiée le 23 avril 2018 et décide de ne pas procéder à son remplacement.

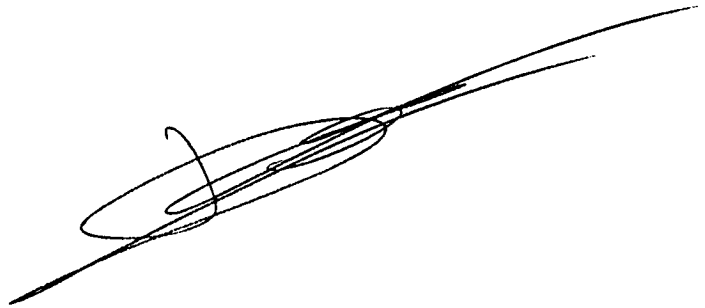
L'Associée unique décide de supprimer de l'article 14 des statuts le nom de l'ancienne cogérante.

TROISIEME DECISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Pauline DELAYGUE
Associé unique Gérante

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

- 2 JUIN 2018

CESSION DI

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BORDEAUX

Le 04/05 2018 Dossier 2018 18762, référence 2018 A 06456

Enregistrement : 25 € - Penalités : 0 €

Total liquidé : Vingt-cinq Euros

Montant reçu : Vingt-cinq Euros

L'Agent administratif des finances publiques

sous le N° 33484
Entre les soussignées :

Bertrand BEULAGUET
Agent Administratif
des Finances Publiques

Madame Elodie GALONNIER,
née le 23 février 1989 à BORDEAUX (33),
de nationalité française,
demeurant Rue Ferdinand Buisson - Rés Maurice Thorez - Appt 222 - 33130 BEGLES,
ci-après dénommée "**la cédante**",

d'une part,

Madame Pauline DELAYGUE,
née le 7 novembre 1991 à BORDEAUX (33),
de nationalité française,
demeurant 21, rue du Captalat - Appt 005 - 33260 LA TESTE DE BUCH,
ci-après dénommée "**la cessionnaire**",

d'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT :

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Madame Elodie GALONNIER, cédante, déclare :

- qu'elle est liée par un pacte civil de solidarité, déclaré conjointement en date du 29/05/18 au greffe du tribunal d'instance de Bordeaux, avec M. DURUT.....
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société ARENUM n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Madame Pauline DELAYGUE, cessionnaire, déclare :

- qu'elle est célibataire,

La cédante et la cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui la concerne :

- qu'elles ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'elles ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'elles ont la qualité de résidentes au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous signature privée en date à LA TESTE du 20 avril 2016, il existe une société à responsabilité limitée dénommée ARENUM, au capital de 5 000 euros, divisé en 50 parts de 100 euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 541, avenue du Parc des Expositions - 33260 LA TESTE DE BUCH, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 820.070.548 RCS BORDEAUX pour une durée de 99 ans expirant le 10 mai 2115.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

La cédante possède dans cette Société vingt-cinq (25) parts sociales de 100 euros. Les parts présentement cédées appartiennent en propre à la cédante pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire lors de la constitution de la Société.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CESSION

Par les présentes, Madame Elodie GALONNIER cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Madame Pauline DELAYGUE qui accepte, **vingt-cinq (25) parts** sociales de 100 euros lui appartenant dans la Société.

Madame Pauline DELAYGUE devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

La cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont elle déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Elle jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

La cessionnaire aura seule droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7 500 €)**, soit trois cents euros (300 €) par part sociale, que Madame Pauline DELAYGUE a payé à l'instant même à Madame Elodie GALONNIER, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

REMBOURSEMENT DU COMPTE COURANT

La cédante détient un compte courant d'associé ouvert dans les livres de la société ARENUM, s'élevant à ce jour à la somme totale de 7 944,33 euros.

Il est précisé que la société a versé ce jour la somme de SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE QUATRE EUROS 33 CTS (**7 944,33 €**) à Madame Elodie GALONNIER, cédante, qui le reconnaît, au titre du remboursement total de son compte courant.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-16 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts, cette cession a lieu entre associées et ne nécessite donc pas l'agrément des associés.

DEMISSION DE LA GERANCE

Il est précisé que Madame Elodie GALONNIER, cédante, a notifié ce jour à Madame Pauline DELAYGUE, par courrier remis en main propre, sa démission de ses fonctions de cogérante à effet de ce jour.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

La cédante déclare que la société ARENUM est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Elle précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

7 500 euros - (23 000 euros x 25 / 50) = 0 euro.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

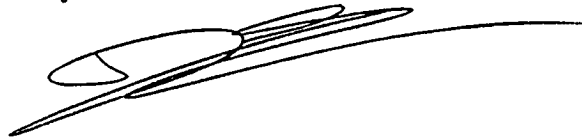
Fait à LA TESTE
Le 23 avril 2018
En cinq originaux

La cédante (1)
Elodie GALONNIER

*Lu et approuvé. Bon pour
la cession de vingt-cinq parts.
Bon pour quittance.*

La cessionnaire (2)
Pauline DELAYGUE

*Lu et approuvé. Bon pour
acceptation de la cession.*



(1) La cédante fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de vingt-cinq parts. Bon pour quittance".

(2) La cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession".

ARENUM

Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros
Siège social : 541, avenue du Parc des Expositions - 33260 LA TESTE DE BUCH
820.070.548 RCS BORDEAUX

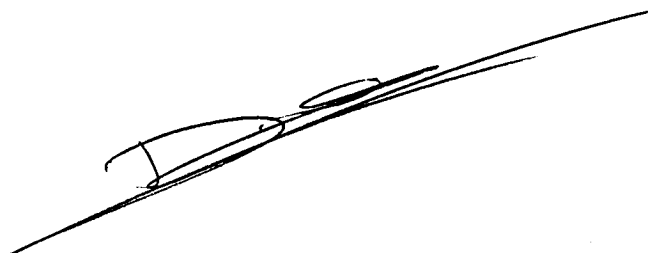
Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

- 2 JUIN 2018

sous le N° **33484**

STATUTS MIS A JOUR
Suite à une cession de parts du 23/04/2018,
Articles 8 et 14 modifiés

Pour copie certifiée conforme, la Gérante



SARL

STATUTS

Société : ARENUM

Société à responsabilité limitée : SARL ARENUM

Au capital social de : 5000 €

Siège social : 541, Avenue du Parc des Expositions, 33260 La Teste De Buch

LES SOUSSIGNÉES,

GALONNIER Elodie Kelly

Pacsée à Maxime DURUT

Née le 23/02/1989 à Bordeaux

Nationalité Française

Domiciliée à : App 222 BâtE18 Rés Maurice Thorez - Rue Ferdinand Buisson - 33130 BEGLES

&

DELAYGUE Pauline

Célibataire

Née le 07/11/1991 à Bordeaux

Nationalité Française

Domiciliée au : 19 allée du Docteur Georges Wolff - 33120 ARCACHON

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

CHAPITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- La création, la gestion et l'exploitation d'un centre sportif offrant à une clientèle de particuliers diverses prestations dans les domaines de la remise en forme, du sport et de la santé.
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : ARENUM

Et pour sigle :



CrossFit & Coaching

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 541 Avenue du Parc des Expositions - 33260 La Teste De Buch

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2017.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

APPORTS EN NATURE

Les associés ne procèdent à aucun apport en nature.

APPORTS EN NUMÉRAIRE

Les associés apportent à la société la somme de 5000€ (*cinq mille euros*).

Sur ces apports en numéraire,

Mme DELAYGUE Pauline apporte la somme de 2500€ (*deux mille cinq cents euros*)

Mme GALONNIER Elodie apporte la somme de 2500€ (*deux mille cinq cents euros*)

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de 5000 euros a été déposée au crédit du compte n°15589335657398475949 ouvert au nom de la société en formation auprès du : CREDIT MUTUEL DU SUD-OUEST.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

APPORTS EN INDUSTRIE

Les associés ne procèdent à aucun apport en industrie.

RÉCAPITULATION DES APPORTS CONCOURANT A LA FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

Apports en numéraire de Mme DELAYGUE Pauline : 2500€ (*deux mille cinq cents euros*)

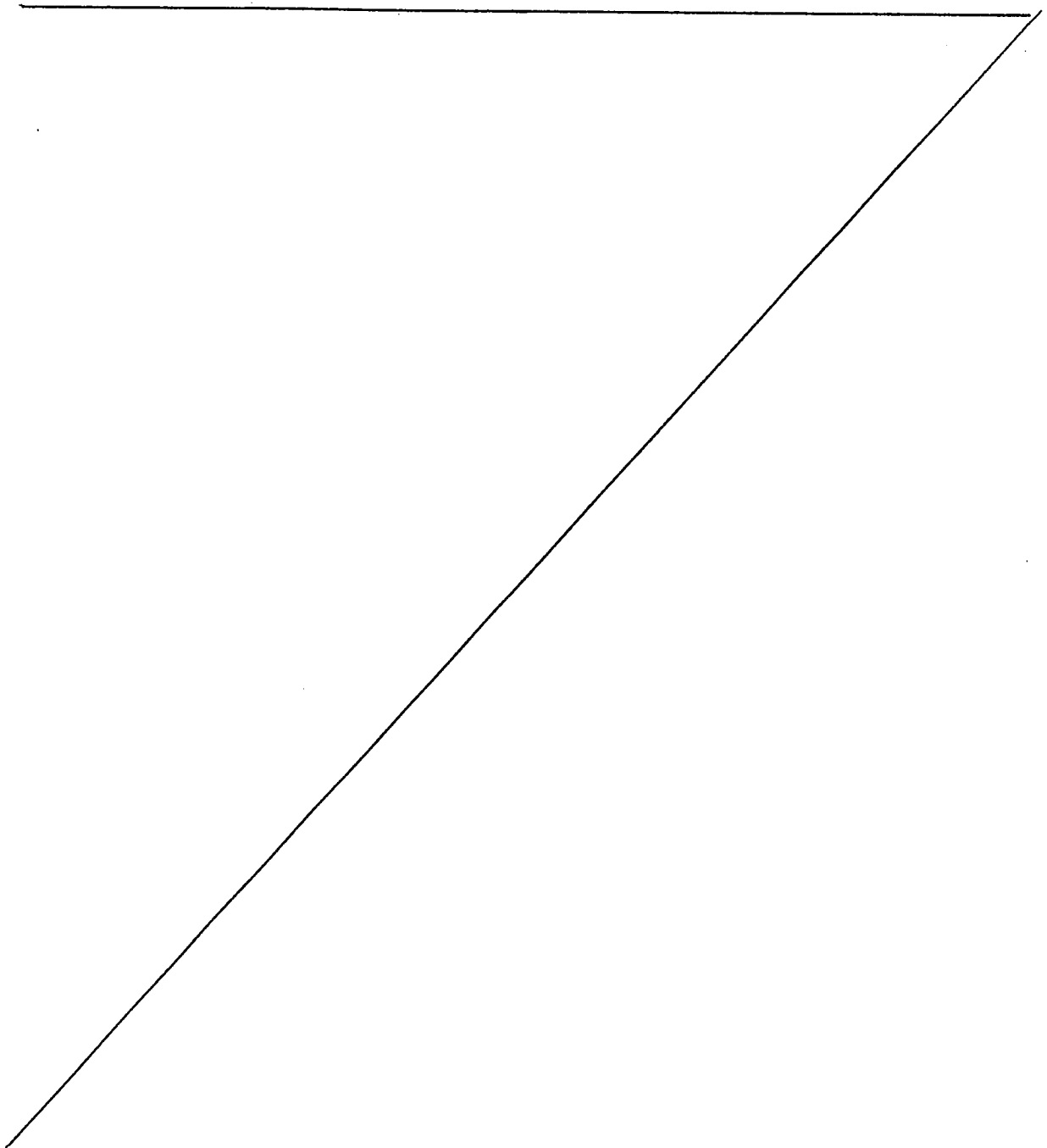
Apports en numéraire de Mme GALONNIER Elodie : 2500€ (*deux mille cinq cents euros*)

Total des apports formant le capital social de : 5000€ (*cinq mille euros*).

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : 5 000 € (*cinq mille euros*).

Il est divisé en 50 parts de 100 € (cent euros) chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à Madame Pauline DELAYGUE, associée unique.



CHAPITRE III

PARTS SOCIALES - CESSIION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, un exemplaire des statuts modifiés est déposé au greffe, éventuellement par voie électronique.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés au sens de l'article L.223-16 du code de commerce.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux à des personnes étrangères à la société autres que celles visée ci-dessus qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux cessions de parts à des tiers.

Pour obtenir cet agrément, l'associé qui voudra vendre ou donner tout ou partie des parts qu'il possède, devra notifier son projet à la gérance, et à chacun des associés, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire proposé, le nombre de parts qu'il désire céder et, s'il s'agit d'une vente, le prix convenu.

La gérance consultera ou réunira les associés avant l'expiration d'un délai de trois mois, à l'effet de statuer sur l'agrément demandé. La décision d'agrément pourra également résulter du consentement de tous les associés, exprimé dans l'acte de cession.

Si le cessionnaire proposé est agréé, la cession devra être régularisée dans le délai maximal de trente jours à partir de la notification de la décision des associés et les formalités visées à l'article 10 ci-dessus accomplies dans le délai maximal d'un mois également, à compter de cette régularisation, à défaut de quoi, une nouvelle demande d'agrément serait nécessaire.

Si le cessionnaire proposé n'est pas agréé, les associés non cédants sont alors tenus dans un délai de 3 mois d'acquérir ou de faire acquérir les parts objet de la cession. À défaut, la société peut aussi, sur décision des associés, réduire son capital du montant des parts en cause.

Le silence de l'assemblée des associés vaut, une fois le délai de trois mois expiré, accord tacite et approbation de la cession. Il est reconnu au cédant un droit de repentir en cas de rejet de l'agrément.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, cette cession s'apparente à une cession à des tiers soumis au formalisme de l'article 11 des présents statuts.

Au cours de la procédure d'agrément, les parts sociales de l'associé décédé n'entre pas en compte dans le calcul du quorum.

ARTICLE 13 - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

La gérance de la société est assurée par Madame Pauline DELAYGUE.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉS DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE

Sous réserve des Interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

EG DP

CHAPITRE VI

DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès-verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Chaque associé ne peut décider de prendre de congés sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les associés doivent se consulter, et décider d'un commun accord pour tous les achats supérieurs à 1000 euros (mille euros).

Si l'un des associés souhaite vendre la société, il doit au préalable obtenir l'agrément des associés représentant au moins 75% des parts sociales.

Chaque associé ne peut arrêter son activité, sans l'accord préalable des associés détenant au moins la moitié des parts sociales. En cas d'accord favorable son départ sera effectif seulement à l'issue d'un préavis d'une durée de 2 mois.

Si l'accord préalable se fait, il sera tenu de se charger du recrutement d'un nouvel associé, l'associé entrera dans la société, seulement si son entrée est décidée par les associés détenant au moins 75% des parts sociales.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

..... Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.....

ARTICLE 24 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ÉCRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée. Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés, exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE IX

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à La Teste,

Le 20 avril 2016

En quatre exemplaires originaux

Nombre d'annexes : aucune.

